

Québec solidaire : Comprendre la percée électorale de 2018

Par Roger Rashi

En quelques mots le co-porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois a résumé l'élection du 1er octobre : « l'ère du bipartisme est terminée au Québec ». En effet, l'échiquier politique a radicalement changé. Les deux partis qui ont dominé la politique québécoise au cours des cinquante dernières années sont en lambeaux. Le Parti libéral du Québec (PLQ), parti fédéraliste convaincu, profondément impopulaire après un mandat marqué par de sévères mesures d'austérité et plombé par de nombreux scandales de corruption, a sombré à 25% et 31 sièges. Quant à l'opposition officielle, le Parti québécois (PQ), jadis mollement social-démocrate, mais depuis fortement discrédité par la mise au rencart de sa raison d'être, l'indépendance du Québec, le tout aggravé par son adhésion à des politiques d'austérité lorsqu'il fut au pouvoir, il encaisse un revers historique chutant à 17% et 10 sièges.

La formation gagnante, la Coalition Avenir Québec (CAQ), fondée en 2012 par un ancien ministre du PQ, le millionnaire François Legault, et quelques dissidents libéraux, elle a recueilli 37% des suffrages exprimés et une majorité de 74 sièges sur les 125 que compte l'Assemblée nationale du Québec. Faisant campagne sur les thèmes du « changement maintenant » et « un gouvernement propre », ce parti néolibéral et nationaliste (mais opposé à l'indépendance), arborant un discours anti-immigrants rappelant le populisme de droite de Trump, a réussi à attirer les voix des mécontents particulièrement à l'extérieur de Montréal.

Malgré sa majorité au Parlement, le soutien populaire de la CAQ est plutôt mince. Compte tenu du faible taux de participation électorale (à 66,4%, il s'agit du deuxième taux le plus bas en 90 ans), le soutien réel de la CAQ se situe à un petit 25% parmi les électeurs éligibles.

Percée historique de la gauche

Cependant, la véritable surprise de cette élection charnière fut la performance du parti de gauche radicale et indépendantiste, Québec solidaire (QS), qui a doublé sa part du vote populaire et triplé le nombre de ses élus. Négligé par la plupart des observateurs alors qu'il n'était qu'à 8% dans les sondages en début de campagne, QS est le seul parti à avoir enregistré des gains constants dans les sondages. Il a finalement obtenu ses meilleurs résultats électoraux depuis sa fondation en 2006 avec 16% des suffrages exprimés et 10 sièges, dont 4 à l'extérieur de la région de Montréal.

	%Vote total (sièges)	%Montréal (sièges)	%Québec (sièges)	%Reste Québ. (sièges)
2018	16.1% (10 sièges)	24.8% (6 sièges)	21.4% (2 sièges)	14.2% (2 sièges)
2014	7.4% (3 sièges)	13.9% (3 sièges)	8.1% (0 sièges)	6.2% (0 sièges)

Tableau 1 : Québec solidaire : vote populaire et sièges aux élections générales de 2014 et 2018

Pour la première fois de son histoire, Québec solidaire sort ainsi de Montréal pour remporter deux sièges à Québec (la deuxième ville en importance de la province), un siège à Sherbrooke, ville universitaire située à environ 150 km à l'est de Montréal, et Rouyn-Noranda, une région minière et forestière du Nord-Ouest québécois. À Montréal, la métropole de la province, QS a doublé le nombre de ses députés, passant à 6, tout en recueillant près de 25% du vote populaire. En dehors des deux grandes villes, QS a plus que doublé son vote populaire mais reste loin derrière les trois autres partis.

Néanmoins, avec les deux autres partis d'opposition affaiblis par leurs déboires électoraux et de surcroît sans chefs (les dirigeants du PLQ et du PQ ont démissionné à la suite de l'élection), la formation de gauche a maintenant une excellente occasion de devenir la réelle opposition à l'Assemblée nationale et d'accroître son influence dans toute la province.

Encore plus encourageant pour l'avenir du parti est son excellent résultat parmi les jeunes électeurs de 18 à 35 ans, où, selon la plupart des sondages, il se classe au premier rang avec un solide appui tournant autour de 35% à 38%. Avec 20 000 membres sur une population de 8 millions de personnes, Québec solidaire jouit maintenant de la base d'appui la plus dynamique et la plus jeune de toutes les formations politiques au Québec.

Gagner les mécontents

Le principal défi de QS dans cette campagne était d'attirer les mécontents vers la gauche. Avec un Parti libéral fortement impopulaire à la suite des coupes sombres effectuées dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, un PQ en chute libre, la CAQ faisait de son mieux pour cacher son programme néolibéral et mener une campagne centriste dans l'espoir d'attirer à elle tous les mécontents. Dès janvier 2018, alors que la CAQ prenait le devant pour la première fois dans les sondages, le danger de voir un parti xénophobe de droite surfer au pouvoir sur une vague de mécontentement populaire était devenu bien réel.

Québec solidaire a donc opté pour une stratégie visant à créer une démarcation nette entre sa position centrée sur les intérêts du peuple et les trois partis néolibéraux dépeints comme étant dirigés par la même élite politique au service d'une minorité de privilégiés. À plusieurs reprises, ses deux porte-parole, la très populaire organisatrice communautaire de 55 ans et militante LGBTQ, Manon Massé, ainsi que l'ancien dirigeant étudiant âgé de 28 ans, Gabriel Nadeau-Dubois, ont souligné les similarités entre les trois principaux partis et insisté sur la nature différente de QS, un parti issu des mouvements sociaux qui propose un « changement de cap radical ». Pour bien illustrer cette différence, la formation de gauche a choisi comme slogan principal le mot « Populaire » afin de signifier qu'elle était « du peuple » et « pour le peuple ».

Malgré la pression constante exercée par le Parti québécois et ses alliés afin que QS forme une alliance électorale pour « bloquer la droite » et favoriser un soi-disant « front commun des souverainistes et des progressistes », la formation de gauche a rejeté cette pilule empoisonnée lors de son congrès de mai 2017 par une solide majorité de 70% des délégués. Citant l'adoption par le PQ de mesures d'austérité néolibérales pendant ses mandats gouvernementaux ainsi que le penchant de ce parti à flirter avec des politiques xénophobes pour gagner les électeurs conservateurs attirés par la CAQ, QS a plutôt choisi de fusionner avec un petit parti de gauche, Option nationale, issu d'une scission au sein

du PQ en 2011. Cette politique d'alliance fondée sur des principes s'est avérée bénéfique, car les deux députés de Québec solidaire élus à Québec étaient les animateurs de ce groupe dissident.

Une plateforme populaire

La plate-forme électorale de Québec Solidaire a cherché à illustrer cet approche de « nous contre eux » en combinant habilement les demandes immédiates issues des mouvements sociaux, telles qu'un salaire minimum de 15 \$ l'heure, la gratuité scolaire de la maternelle au doctorat, une assurance dentaire universelle, avec un appel à la transition écologique vers une économie verte comportant une interdiction immédiate de toute exploration ou exploitation des combustibles fossiles, des investissements massifs dans les transports collectifs ainsi que l'interdiction de vendre des voitures à essence à partir de 2030.

Le plan de transition, publié à mi-parcours dans la campagne sous forme de brochure de 86 pages intitulée « Maintenant ou jamais », préconisait également la création de 300 000 emplois verts d'ici 2030 ainsi que des programmes publics de requalification de la main d'oeuvre touchée par la sortie des combustibles fossiles (1). Accusé d'être « irréaliste » et « radicalement socialiste » par les médias et ses adversaires, QS a refusé de se laisser intimider et à répliquer en proposant que ce plan économique et écologique de 12,9 milliards \$ soit financé entre autre par des augmentations d'impôts massives sur les entreprises et les hauts revenus ainsi qu'une écofiscalité progressive. Malgré les nombreuses critiques, ce plan de transition a rencontré un franc succès auprès des environnementalistes, des syndicalistes, des jeunes électeurs et des progressistes. Il s'est avéré être la clé pour dynamiser la base du parti dans les mouvements populaires et inciter les jeunes à voter.

En ce qui concerne les immigrants, un sujet brûlant qui a fait basculer la CAQ et le PQ dans l'islamophobie et la xénophobie, QS s'oppose à toute tentative de cibler les nouveaux venus et les minorités. Deux de ses députés sont des immigrants de première génération : Ruba Ghazal, d'origine palestinienne, élue dans Mercier, et Andrés Fontecilla, né au Chili, victorieux dans Laurier-Dorion. Ces deux circonscriptions sont situées dans les quartiers du centre-est de Montréal où QS est dominant.

QS est le seul parti à avoir soutenu l'appel à une enquête publique sur le racisme systémique et à proposer l'embauche de 25% de gens issus de minorités visibles (2) dans la fonction publique pour atteindre rapidement la proportion de 13% qu'ils constituent dans la population. Ce parti comptait également le plus grand nombre de candidats de minorités visibles dans ses rangs, 14 sur 125.

Sur l'indépendance du Québec, le parti a adopté une posture inclusive et démocratique réclamant une assemblée constituante élue au suffrage universel pour rédiger la constitution d'une nation souveraine qui reconnaîtrait pleinement les droits des minorités. Il propose également d'entamer des négociations de nation à nation avec les peuples autochtones, en pleine reconnaissance leurs droits à l'autodétermination et au contrôle de leurs territoires. (3)

Une tactique électorale inspirée par France Insoumise et Podemos?

Les tactiques électorales de Québec solidaire ressemblent beaucoup à celles adoptées par Podemos

en Espagne et France Insoumise. Ces deux formations de gauche radicale ont chacune mené avec succès des campagnes électorales nationales utilisant une stratégie politique, souvent attribuée à la théoricienne belge Chantal Mouffe, surnommée le « populisme de gauche » (4).

Un rapide examen des tactiques utilisées par QS révèle des similitudes évidentes avec celles des deux formations européennes, notamment :

- un discours anti-élite et le refus de tout compromis avec les partis sociaux-libéraux;
- une vision inclusive et diversifiée de qui constitue « le peuple »;
- un programme issu des mouvements populaires et proposant un changement social radical;
- des outils de campagne créatifs, combinant une forte présence dans les médias grand public, une utilisation énergique des médias sociaux, ainsi qu'une grande mobilisation militante sur le terrain des campagnes locales.

Il y a cependant au moins une différence notable. Alors que Podemos et France Insoumise ont eu tendance à éviter l'étiquette de parti de « gauche », Québec solidaire a toujours souligné son identité de gauche et ses racines dans les mouvements populaires. Dans le paysage québécois, dominé depuis si longtemps par le clivage politique entre « fédéralistes et indépendantistes », réaffirmer sans cesse la nécessité d'une alternative de gauche est une nécessité absolue. C'est une condition préalable pour combiner la question nationale québécoise à des préoccupations de classe, sociales, féministes et environnementales afin de réaliser un projet véritablement émancipateur et anticapitaliste.

Les défis à venir

Le parlement et la rue : le nouveau gouvernement de droite va probablement lancer des offensives néolibérales et des attaques xénophobes visant à diviser les forces populaires.

Québec solidaire, avec sa nouvelle force sur la scène politique, sera soumis à une pression énorme pour modérer son discours et se limiter à l'arène parlementaire. Cependant, seule une mobilisation massive des mouvements sociaux dans la rue pourra changer le rapport de force et bloquer l'offensive de droite. La présence de dix députés Solidaires à l'Assemblée nationale aidera à donner une voix à l'opposition populaire, mais la vraie bataille se déroulera hors du parlement.

Les porte-parole du parti sont bien conscients des défis à venir et dès le soir de l'élection, ils se sont engagés à ce que Québec solidaire demeure un mouvement politique populaire combattant aux côtés de tous ceux et celles qui aspirent à un changement fondamental. Concrétiser cette notion de mouvement-parti implique de changer rapidement les préoccupations des sections locales et régionales, accaparées par les considérations électorales depuis un an, au profit du front social où les alliances, les fronts unis et l'unité des mouvements populaires deviendront une tâche primordiale.

Une transition transformatrice : le plan de transition économique et écologique de QS a été un franc succès, mais il a été publié pendant la campagne en tant que document électoral et se doit d'être approfondi pour le rendre conforme au programme du parti qui propose d'aller « au-delà du capitalisme » et de viser « à terme la socialisation des activités économiques » par la « planification nationale et démocratique ». Parallèlement, le plan de transition doit être vulgarisé et mieux diffusé. Il serait bon d'inviter les militants des mouvements sociaux à le discuter et le bonifier afin d'en faire un authentique

tique projet social de transformation systémique ainsi qu'un plan d'action pour les batailles à venir sur le front de l'environnement.

Immigration : Le nouveau gouvernement de la CAQ a déjà annoncé son intention de réduire l'immigration de 20% et de refuser le statut d'immigrant reçu à ceux qui échoueraient un « test de valeurs ». Sous prétexte de promouvoir la laïcité, il intensifie également la xénophobie en proposant d'interdire le port de signes religieux ostentatoires tels que le hijab, le turban et la kippa aux représentants de l'État en position d'autorité (tels que les juges, police et gardiens de prison) et aux enseignants des écoles publiques.

Québec solidaire s'oppose énergiquement aux politiques xénophobes et défend une vision ouverte de la laïcité qui donne la priorité à la neutralité des institutions de l'État et non pas à la restriction des droits individuels. La formation de gauche s'oppose à l'interdiction des signes religieux parmi les enseignants des écoles publiques, mais l'a soutenue prudemment dans le cas des juges, de la police et des gardiens de prison, conformément aux propositions formulées par une commission publique indépendante, la Commission Bouchard-Taylor, tenue en 2007 (5). L'un des commissaires, Charles Taylor, professeur à l'Université McGill, a depuis changé d'avis sur cette question et certains membres du mouvement antiraciste demandent au parti de revenir sur sa décision. C'est une question extrêmement délicate qui doit être sérieusement abordée et faire l'objet de vastes consultations impliquant tous les courants du mouvement antiraciste, afin d'adopter une position d'unité face aux tactiques de division de la CAQ.

Solidarité internationale : Le Québec est une petite île de huit millions d'habitants située dans un vaste continent nord-américain composé de puissants états capitalistes. Nul n'est plus puissant que l'état impérial situé immédiatement au sud, présentement aux prises avec la présidence agressive et d'extrême-droite de Donald Trump. Comme le montre l'exemple douloureux du gouvernement Syriza en Grèce, les tentatives de rupture de l'ordre néolibéral établi sont susceptibles d'être écrasées sans merci par des moyens économiques ou autres, quand nécessaire.

Québec solidaire a fièrement proclamé ses racines altermondialistes et cherché à nouer des relations avec les mouvements sociaux et organisations de gauche tant en Amérique du Nord qu'à travers le monde. Mais cela ne suffit pas et une approche plus proactive doit être adoptée à l'égard des mouvements populaires et de la gauche émergente aux États-Unis et en particulier au Canada. Il y a beaucoup à partager sur des problèmes communs tels que l'immigration et l'environnement et beaucoup à apprendre les uns des autres afin de forger des organisations de gauche ancrées dans les classes populaires et ouvrières. L'articulation d'une perspective stratégique internationale est l'un des enjeux majeurs auxquels fait face aujourd'hui la gauche québécoise. ■■■

Notes

1. « Maintenant ou jamais. Plan de transition économique. 300 000 emplois verts pour le Québec ». Publié par Québec solidaire, le 14 septembre 2018.
2. « Minorités visibles », telles que définies par le gouvernement canadien : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3Var_f.pl?Function=DEC&Id=45152
3. Pour voir la plateforme électorale 2018 de Québec solidaire : <https://cdn.quebecsolidaire.net/QS-Plateforme-Électorale.pdf>
4. Voir « Pour un populisme de gauche », de Chantal Mouffe, publié par Verso en juillet 2018. Parmi les autres références clés sur le populisme de gauche, on peut citer : « L'Ère du peuple », publié en 2016 par le dirigeant de France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, et « Podemos. Au nom du peuple », co-écrit par l'un des fondateurs de Podemos, Íñigo Errejón et Chantal Mouffe, publié en 2016 par Lawrence et Wishart.
5. Le rapport Bouchard-Taylor : <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/bs66285>

Publié par la Rosa Luxemburg Stiftung, bureau de New York, octobre 2018.

Éditeur : Andreas Günther

Adresse : 275 Madison Avenue, Suite 2114, New York, NY 10016

Courriel : info.nyc@rosalux.org; **téléphone :** +1 (917) 409-1040

Avec le soutien du ministère des Affaires étrangères de l'Allemagne.

La Fondation Rosa Luxemburg est un organisme progressiste, sans but lucratif, qui agit à l'échelle internationale pour favoriser l'éducation à la citoyenneté. En coopération avec beaucoup d'autres organismes de par le monde, la Fondation soutient la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, les options de rechange en matière de développement économique et social et la résolution pacifique des conflits. Le bureau de New York a deux grands mandats : travailler sur les dossiers touchant les Nations Unies et soutenir un dialogue avec les progressistes présents dans les universités, les syndicats, les mouvements sociaux et le champ politique en Amérique du Nord.

www.rosalux-nyc.org